06 _ 2025

ÉNQUÊTE

Solidarité internationale : la lucidité des Français

_Hakim El Karoui
_Gilles Finchelstein
_Hervé Le Bras

_Avant-propos de Rémy Rioux

Fondation Jean Jaurès ÉDITIONS

Ces contributions s'appuient sur l'enquête *Les partenariats internationaux de la France : quelles perceptions à l'échelle nationale et régionale ?* réalisée par Toluna-Harris Interactive pour l'Agence française de développement (AFD).

Terrain : enquête réalisée en ligne (France métropolitaine) et par téléphone (La Réunion) du mercredi 9 au mardi 22 avril 2025.

Échantillons :

– 10 103 personnes âgées de 16 ans et plus, représentatives de la population française métropolitaine (hors Corse), et des 12 régions métropolitaines françaises (entre 458 et 1 797 répondants par région) ;

– 305 personnes représentatives de la population de La Réunion, âgées de 16 ans et plus.

Quotas : méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, région et département de l'interviewé·e.

Avant-propos

_ Rémy Rioux
Directeur général du groupe AFD

S'il n'y avait qu'un chiffre à retenir des résultats produits par Toluna-Harris Interactive, il me semble que c'est celui-ci : deux Français sur trois considèrent que, compte tenu de la situation mondiale, la France et l'Union européenne devraient investir davantage dans la solidarité internationale.

Contrairement aux idées reçues, ce sondage témoigne du soutien solide des Français pour la politique de développement, dont la persistance s'observe d'année en année. C'est une enquête que nous réalisons depuis plus d'une décennie. En 2024, à l'aube des élections européennes, nous avions étendu le nombre de personnes interrogées par-delà nos frontières pour questionner nos voisins allemands, italiens, polonais et suédois[1]. Avec des résultats qui nous ont surpris : tous estiment que l'évolution à venir des pays en développement aura un impact sur leur propre vie, attendent que leur pays agisse pour la solidarité internationale et convergent sur les priorités de cette politique publique. Avec l'angoisse d'être insuffisamment informés.

En 2024, le groupe AFD a aussi sondé pour la première fois certains de ses partenaires du continent africain[2]. Là aussi, le constat est similaire : les Sénégalais, les Ivoiriens, les Kenyans et les Kino-Congolais interrogés, habitant des capitales mais aussi des villes secondaires, jugent positivement et dans les mêmes proportions que les Européens l'action de développement.

En nous associant cette année avec la Fondation Jean-Jaurès, nous avons souhaité aller plus finement encore dans l'analyse, avec des thématiques additionnelles – l'Ukraine, la fermeture de l'agence américaine USAID – et en questionnant les Français à la maille territoriale, dans toutes les régions métropolitaines ainsi qu'à la Réunion. Ce que vous montreront les contributions de Gilles Finchelstein et de Hervé Le Bras est qu'il existe des graduations dans le soutien à la solidarité internationale qui s'expliquent sans doute par des raisons sociologiques, électorales, générationnelles et territoriales entre régions mais aussi entre ruraux et urbains. Si des divergences existent entre les Français, il convient néanmoins de souligner que la perception de nos interdépendances, de l'importance à agir à la fois auprès des populations vulnérables mais aussi pour les biens communs comme le climat, recueille à chaque fois plus de la majorité des opinions. Hakim El Karoui explique cette adhésion en indiquant qu'il s'agit au fond d'une projection de la conscience collective de nos concitoyens dans notre propre construction nationale. La solidarité internationale, l'aide publique au développement, la coopération internationale, l'investissement solidaire et durable… : les concepts sont désormais remis sur le métier ; mais persiste l'expression d'une volonté claire de nos concitoyens à entretenir des partenariats dans la durée, pour lier les intérêts des Français avec ceux des autres et pour bâtir des intérêts mutuels.

Le développement, le troisième « D » de notre action internationale aux côtés de la défense et de la diplomatie, est encore trop méconnu. Il intéresse les Français, et près d'un sur deux pense qu'elle est une

1. *L'adhésion des Européens à la solidarité internationale et au développement durable*, enquête Toluna-Harris Interactive pour l'Agence française de développement, avril 2024.
2. *La perception de la politique de développement dans quatre pays d'Afrique, une étude pour comprendre et mieux agir*, enquête Ipsos pour l'Agence française de développement, février 2025.

politique publique efficace pour notre pays et au-delà. Alors si le référentiel de l'« aide publique au développement » est aujourd'hui remis en cause, issu d'une histoire de la mondialisation qui trouve racine dans les années 1960, sa substance, l'intérêt pour notre pays à agir « du côté des autres », ne fait pas de doute. L'enjeu me semble être plutôt celui de la pédagogie et de la méthode, pour passer d'une logique d'aide – décriée par nos partenaires eux-mêmes et incomprises de nos concitoyens – à celle d'investissements solidaires et durables, fondée sur le respect, la réciprocité et la capacité à mobiliser concrètement l'ensemble de la finance, publique et privée, vers des transitions justes et durables partout dans le monde.

Espérons que cette étude et le débat qu'elle suscitera accélèrent l'émergence et la structuration d'une coopération internationale renouvelée, relégitimée et renforcée, en cohérence avec le nouvel état du monde.

Concernés et inquiets : les Français face aux enjeux internationaux

_ Gilles Finchelstein
Secrétaire général de la Fondation Jean-Jaurès

Toute question de politique publique s'insère dans un ensemble plus vaste. Et, pour interpréter la perception de cette politique publique par l'opinion, il faut d'abord bien mesurer dans quel environnement politique, idéologique et même émotionnel elle s'insère. Ainsi, le jugement sur les problématiques de développement doit être compris en le mettant en perspective avec celui lié aux questions internationales.

De ce point de vue, l'enquête réalisée par Toluna-Harris Interactive pour l'Agence française de développement (AFD) apporte des enseignements précieux.

Le préjugé est aussi ancien que tenace : les questions internationales n'intéresseraient guère les Français – sans même évoquer les questions de développement qui les intéresseraient moins encore.

Tout cela serait trop lointain et trop complexe.

Ces vingt dernières années, les questions internationales ont pourtant fait doublement irruption dans nos vies, par l'extérieur et par l'intérieur.

Par l'extérieur, parce qu'elles sont venues ébranler notre économie avec la crise financière de 2008 et la crise des dettes souveraines de 2010, notre vie quotidienne avec la crise sanitaire de 2020, notre projection dans l'avenir avec la crise climatique, notre sécurité avec notamment les attentats de 2015 puis l'invasion de l'Ukraine en 2022[1] – sans même évoquer, dans l'actualité la plus récente, la tornade des premiers mois de Donald Trump à la Maison-Blanche et les traumatismes liés à la fois aux attentats du 7-Octobre et aux bombardements sur Gaza.

Par l'intérieur, parce que les questions internationales sont devenues un enjeu politique. Elles faisaient consensus – ce que l'on appelait le consensus « gaullo-mitterrandien ». Elles font controverse – le Rassemblement national (RN) et La France insoumise (LFI) portant des représentations du monde radicalement différentes de ce consensus gaullo-mitterrandien.

Quelles leçons peut-on alors tirer de l'enquête de l'AFD ?

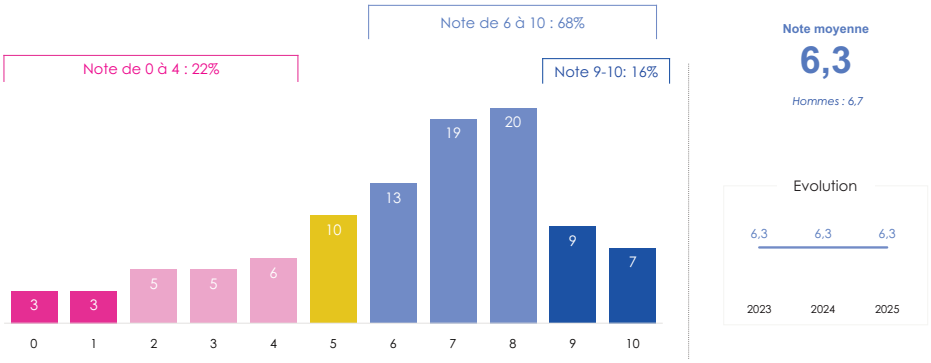
Le rapport à l'international

Première leçon : il est erroné de continuer de penser que les Français se désintéressent des questions internationales.

Globalement, 22 % seulement déclarent ne pas s'y intéresser quand 68 %, au contraire, déclarent s'y intéresser.

1. Après l'annexion de la Crimée dès 2014.

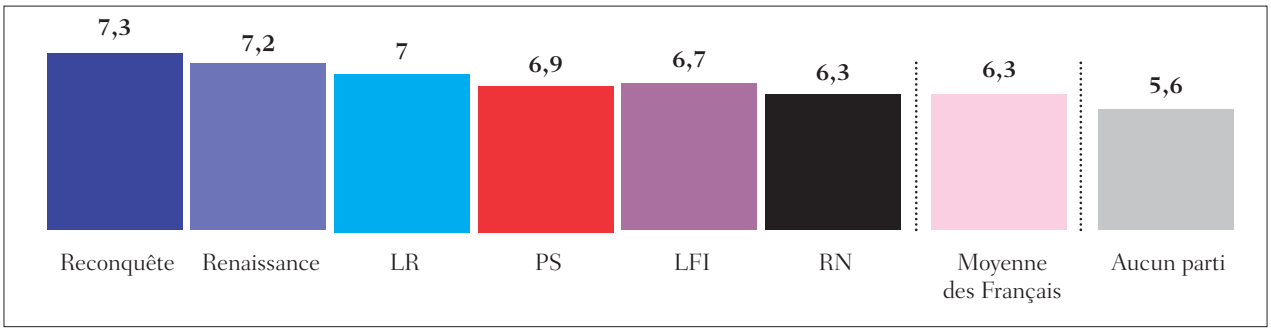
Les Français se montrent intéressés par l'actualité internationale, à un niveau constant depuis 2023



Pouvez-vous indiquer si vous vous intéressez à l'actualité internationale en donnant une réponse sur une échelle de 0 à 10 où 10 signifie que vous vous intéressez énormément à l'actualité internationale et 0 que vous ne vous y intéressez pas du tout ?
Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Dans le détail, on voit que cette moyenne cache une sociologie plus dispersée : si l'âge ne constitue pas une variable pertinente, on voit que les hommes (6,7/10) s'y intéressent davantage que les femmes (5,9/10) ou les cadres (7,3/10) que les ouvriers (6,1/10) et, surtout, que l'intérêt croît linéairement avec le revenu. Mais la réponse à cette question fait surtout émerger deux clivages politiques intéressants. D'une part, on voit que les sympathisants du RN se situent exactement dans la moyenne des Français (6,3/10), quand les sympathisants de Reconquête sont ceux qui s'y intéressent le plus (7,3/10). D'autre part, on voit, au-delà des différences entre les sympathisants des différents partis politiques, que ce sont ceux qui ne se déclarent proches d'aucun parti qui, de loin, sont ceux qui s'intéressent le moins aux questions internationales.

Intérêt moyen par sympathie partisane



Pour interpréter cet intérêt, et notamment ce chiffre de 68 % de Français qui disent s'intéresser aux questions internationales, il faut le mettre en perspective avec les résultats d'autres enquêtes.

Dans la hiérarchie des préoccupations des Français, les questions internationales occupent une place peut-être inattendue. Dans la dernière vague de l'enquête Ipsos pour *La Tribune Dimanche*, les « crises internationales » se situent en effet en cinquième position sur les douze items proposés – derrière le pouvoir d'achat, le système social, l'immigration et la sécurité, mais devant la dette et les déficits, les inégalités sociales, l'avenir du système scolaire ou le taux de chômage[1].

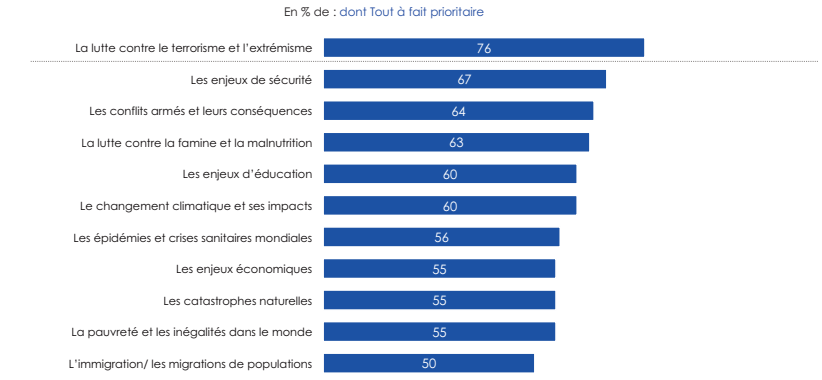
1. Baromètre Ipsos-CESI École d'ingénieurs pour *La Tribune Dimanche*, mai 2025.

De la même manière, lorsque l'on analyse non pas la hiérarchie des préoccupations mais l'intensité des conversations, on constate que les questions internationales occupent une place centrale lorsque l'actualité internationale est chargée. Ainsi, dans la vague du mois de mars 2025 du baromètre Ifop pour *Paris Match* et Sud Radio[1], on voit que 62 % des Français disent avoir parlé « avec leurs proches, chez eux ou au travail » de la rencontre à la Maison-Blanche entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, et 45 % des déclarations de Donald Trump concernant l'annexion du Canada. Aucun autre sujet n'a autant animé les conversations ce mois-ci – à titre d'exemple, les Français ne sont que 27 % à avoir évoqué la victoire du PSG face à Liverpool et 17 % à avoir parlé de la 50e cérémonie des Césars.

Enfin, dernier élément de mise en perspective, lorsque l'on interroge les Français non pas de manière relative mais de manière absolue, on voit que, s'agissant de la situation en Ukraine par exemple, leur inquiétude peut être extrêmement élevée. Comme on l'observe à travers sept vagues d'enquête réalisées par l'Ifop, le niveau d'inquiétude a culminé à 92 % en mars 2022, et se situait encore à 83 % en mars 2025[2].

On comprend mieux, ce faisant, pourquoi les enjeux liés à la sécurité occupent les trois premières places dans la liste des onze enjeux internationaux proposée par l'enquête Toluna-Harris Interactive pour l'AFD.

Si la lutte contre le terrorisme et la sécurité sont en tête aujourd'hui, l'intérêt des Français pour les sujets internationaux (famine, éducation, climat, santé, etc.) est très élevé



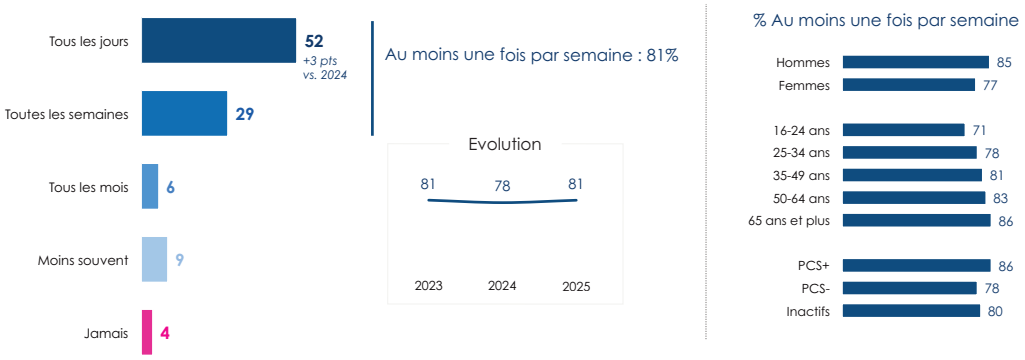
Nouvelle question

Diriez-vous de chacun de ces grands enjeux internationaux suivants qu'ils vous paraissent tout à fait prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?
Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Le dernier enseignement éclairant sur le rapport aux questions internationales touche non pas au niveau d'intérêt mais à sa fréquence. À la question de savoir « à quelle fréquence » ils s'informent sur l'actualité internationale, on voit que 52 % des Français répondent « tous les jours » – et 29 % supplémentaires « toutes les semaines ». Si ce chiffre peut paraître élevé, et s'il marque une progression de 3 points par rapport à l'année dernière, on peut malgré tout relever deux éléments. D'une part, il existe sur cette question un clivage générationnel marqué : seulement 38 % des moins de 35 ans contre 65 % des plus de 65 ans disent s'informer quotidiennement sur les questions internationales. D'autre part, nous sommes loin du chiffre pour ce qui concerne l'information en général : dans une enquête réalisée par Ipsos pour Cafeyn en 2022[3], ce sont en effet 98 % des Français qui disent s'intéresser à l'actualité quotidiennement !

1. *Les sujets de conversation des Français*, étude Ifop-Fiducial pour Sud Radio et *Paris Match*, mars 2025.
2. *Le regard des Français sur le conflit russo-ukrainien*, étude Ifop-Fiducial pour Sud Radio, mars 2022 et mars 2025.
3. *Les Français et l'information*, enquête Ipsos pour Cafeyn, octobre 2022.

8 Français sur 10 déclarent s'informer au moins une fois par semaine sur l'actualité internationale, un score stable depuis 2023



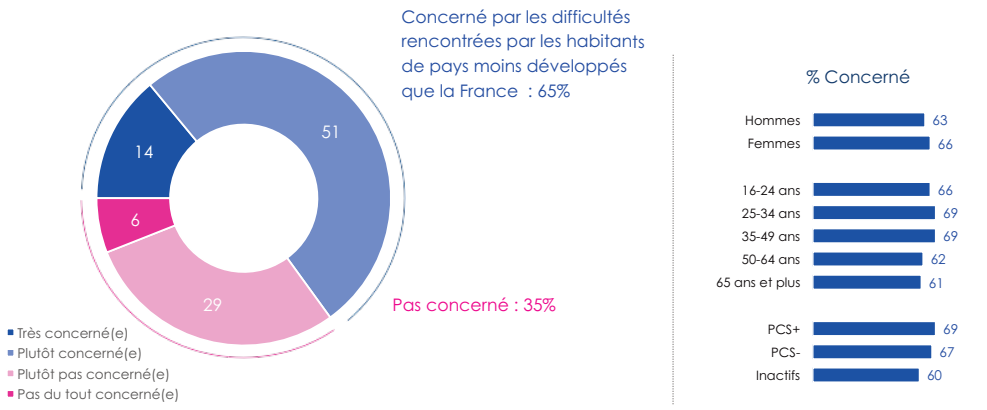
La sensibilité aux questions de développement

Au-delà des questions internationales, l'enquête permet de mieux comprendre la sensibilité des Français aux questions de développement.

Pour résumer d'une formule, ils se sentent à la fois concernés et inquiets – et sans doute pour partie concernés parce qu'inquiets.

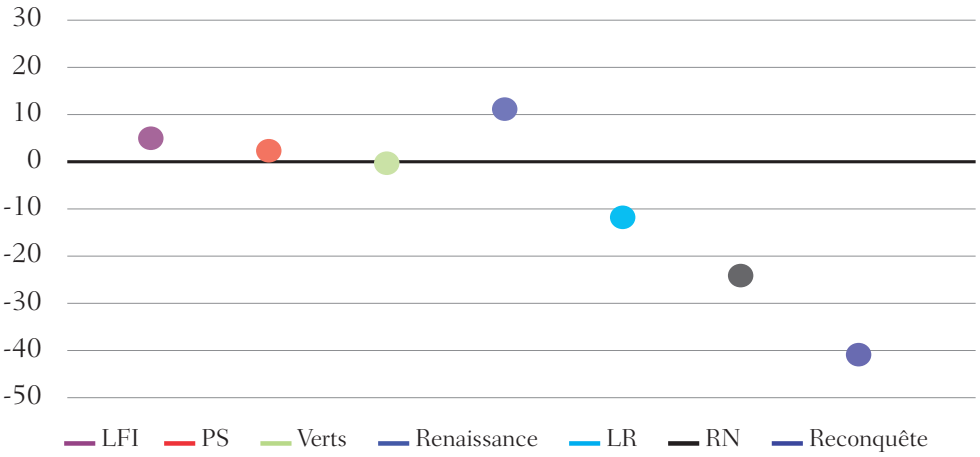
À la question de savoir s'ils se sentent « concernés par les difficultés rencontrées par les habitants de pays moins développés », ils sont 65 % à répondre positivement. Et, lorsque l'on analyse dans le détail les réponses à cette question, il est frappant de constater que nul clivage démographique, social, géographique ne se dessine tant les écarts sont faibles entre les différentes catégories. Nul clivage, sauf un : la sympathie partisane qui, pour le coup, distingue fortement les uns et les autres. Si plus de 80 % des sympathisants des partis de gauche et encore 75 % des partis du bloc central se disent concernés par ces questions, le chiffre tombe à 66 % chez les sympathisants Les Républicains (LR), à 51 % chez les sympathisants RN et même à 39 % chez les sympathisants de Reconquête.

Les deux tiers des Français se disent concernés par les difficultés rencontrées par les habitants de pays moins développés que la France



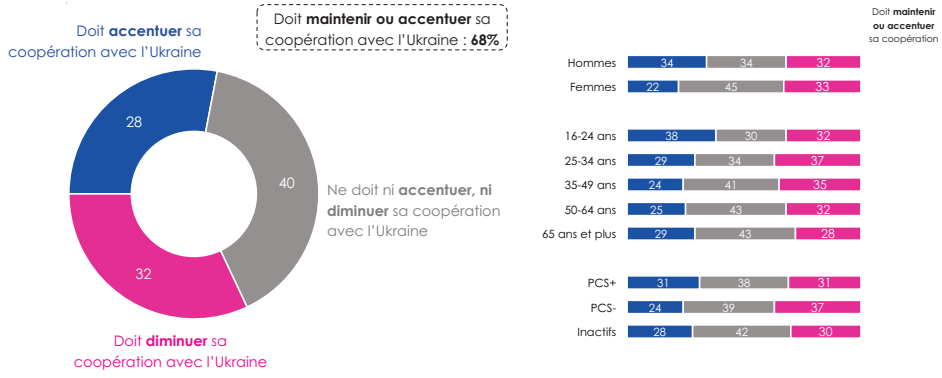
Par ailleurs, à la question de savoir si ce qu'il se passe dans les pays en développement aura un impact dans leur vie, les Français répondent massivement (73 %) que cela aura un impact et majoritairement que cet impact sera plus négatif (42 %) que positif (31 %). Sur cette question-là, à la différence de la précédente, il existe un clivage générationnel marqué. Si 42 % des plus jeunes anticipent un impact positif, seuls 23 % des plus âgés sont dans ce cas. Quant au clivage politique, il est plus accusé encore : les plus optimistes sont les sympathisants de Renaissance, les plus pessimistes les sympathisants de Reconquête – et les écarts sont spectaculaires.

Perception de l'impact pour sa vie de ce qu'il se passe dans les pays en développement, selon la proximité partisane (solde entre les jugements positifs et négatifs)



Une autre manière de mesurer la sensibilité aux questions de développement consiste à interroger les Français sur une illustration que l'actualité oblige à appréhender concrètement : le conflit en Ukraine, dont nous avons déjà vu combien il inquiétait les Français. S'agissant de l'ampleur du soutien, on voit une opinion relativement partagée : à peu près autant de Français pensent qu'il faut diminuer notre coopération (32 %) que l'augmenter (28 %), une majorité relative plaidant pour le *statu quo* (40 %) – avec exactement les mêmes clivages politiques à ceci près que, cette fois, les sympathisants LFI sont moins allants. Ces chiffres sont proches de ceux mesurés récemment par Ipsos pour *La Tribune Dimanche* sur la livraison d'armes à l'armée ukrainienne (29 % considérant qu'il faut les augmenter, 36 % les réduire et 35 % qu'il faut les maintenir au même niveau).

Une majorité de Français estime que la France doit maintenir voire accentuer sa coopération avec l'Ukraine dans le domaine des investissements solidaires. Près d'un tiers souhaiterait qu'elle diminue



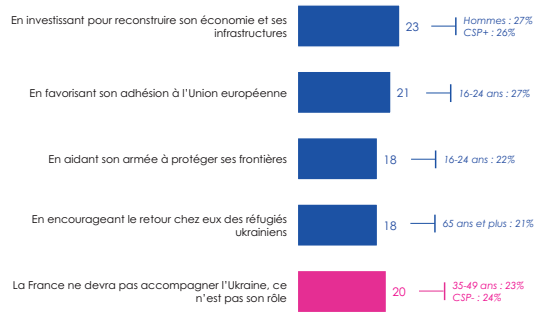
Nouvelle question

Pensez-vous que la France doit accentuer, diminuer ou ni accentuer, ni diminuer sa coopération avec l'Ukraine dans le domaine des investissements solidaires (Par « investissements solidaires » sont entendus l'aide, le partenariat ou la politique d'aide au développement) ?
Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Solidarité internationale : la lucidité des Français

S'agissant de la nature du soutien souhaité pour l'Ukraine, c'est la dispersion de l'opinion entre les différentes options proposées qui est frappante : il n'y a que 5 points d'écart entre le soutien au « retour des réfugiés ukrainiens » (18 %) et l'investissement pour « reconstruire l'économie et les infrastructures » (23 %).

Les Français sont partagés quant à la manière d'accompagner l'Ukraine après la guerre, mais semble privilégier l'appui à son redressement économique et son adhésion à l'Union européenne



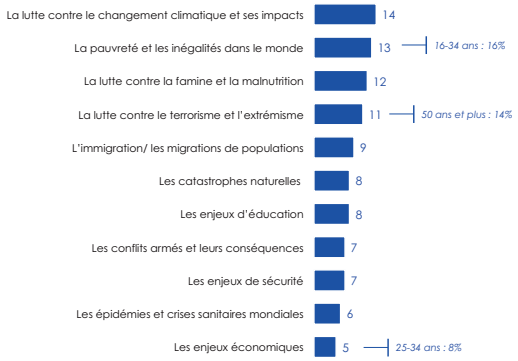
Nouvelle question

Selon vous, de quelle manière la France devra-t-elle accompagner l'Ukraine après la guerre ? *Une seule réponse possible*
Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

On comprend mieux, à la lecture de tous ces éléments, qu'il existe chez les Français un vrai potentiel d'engagement sur les questions liées au développement. Mais, là encore, on voit que les Français se répartissent entre les différentes modalités proposées.

Si l'on procède à des regroupements thématiques, on voit quand même que les causes sociales (41 %) devancent les causes sécuritaires (28 %) qui, elles-mêmes, devancent les causes environnementales (21 %).

Les luttes contre le changement climatique, les inégalités, la malnutrition et le terrorisme arrivent en tête des motivations de l'engagement des Français



Nouvelle question

Parmi les causes suivantes à l'international, laquelle vous inciterait le plus à vous engager personnellement (en signant une pétition, faisant un don, etc.)?
Une seule réponse possible
Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Nous avons assisté ces derniers mois à une offensive massive contre la politique de développement. Aux États-Unis, avec les annonces de Donald Trump. En France, avec une attaque pilotée par Sarah Knafo et relayée, dans une stratégie médiatique bien orchestrée, par *Le Journal du dimanche*, CNews et Europe 1. Une des conclusions les plus instructives de l'enquête réalisée par l'AFD est que cette offensive a été aussi massive que ses effets sur l'opinion ont été fluets ! Cela ne veut pas dire que l'offensive n'a pas été visible – les Français, on l'a vu, suivent les questions internationales. Cela veut dire qu'elle n'a pas été efficace. Il serait erroné de penser que le combat est gagné. Les valeurs de solidarité, y compris de solidarité internationale, sont solidement ancrées chez nos concitoyens mais le combat continue !

Les Français et la solidarité internationale : un regard géographique

_ Hervé Le Bras
Géographe et démographe

L'attitude vis-à-vis de la politique de développement varie en fonction de sa destination. À la question concernant les premiers pays vers lesquels ils préféreraient que la politique de développement soit dirigée, les enquêtés donnent dans l'ordre : les pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne (20 % des réponses), puis, presque à égalité, les pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, donc d'anciennes colonies (18 %). Viennent ensuite d'autres pays d'Afrique subsaharienne (10 %) et enfin, loin derrière, le Maghreb (6 %) et le Proche-Orient (6 %). Le choix de la destination des partenariats internationaux semble donc influencé par les positions politiques nationales, ce qui laisse penser que la sensibilité à la solidarité internationale varie selon les territoires.

On en a confirmation avec le refus de la politique de développement par 31 % des enquêtés. Les différences régionales sont nettes : si ce refus est limité à 26 % en Île-de-France, il atteint 38 % dans le Grand Est et 35 % dans les Hauts-de-France. À une échelle plus fine, les opposants à la solidarité internationale sont 40 % dans les petites communes rurales, mais seulement 20 % à Paris. Ces écarts importants peuvent être la conséquence de multiples causes sociales, historiques, politiques, qu'il faut tenter de démêler si l'on veut comprendre ensuite les différences de perception du rôle de la politique française de développement dans l'espace français.

Différences sociales : l'Île-de-France

Dans une majorité de questions du sondage, les habitants de l'Île-de-France se montrent les plus ouverts à la politique de développement. Leur niveau de diplôme, leurs revenus, la proportion de cadres supérieurs y sont, en effet, plus élevés que dans toutes les autres régions.

Leurs connexions avec le monde extérieur sont plus importantes en Île-de-France que dans le reste du pays. C'est d'abord le cas parce que ses habitants s'y rendent plus souvent que la moyenne, mais aussi parce que 20 % de ceux qui y résident sont des immigrés, et que de l'ordre de 20 % sont des descendants directs d'immigrés.

De fait, 50 % des Franciliens s'estiment bien informés des partenariats internationaux, contre 42 % en moyenne, et un minimum de 33 % en Nouvelle-Aquitaine. Ils s'affirment à 69 % concernés par les difficultés que rencontrent les habitants des pays en développement, contre 61 % des habitants du Nord et de l'Est. Ils sont aussi plus nombreux à penser que cette politique est efficace, et 45 % d'entre eux estiment par ailleurs que la France doit continuer à exercer un rôle dans le monde (41 % seulement au nord et à l'est de l'Hexagone).

Le poids de la pauvreté

Le Nord et l'Est apparaissent dans les lignes précédentes comme les moins enclins à la solidarité internationale. Cela est encore plus net pour des questions de financement : leurs habitants sont les plus nombreux à penser que cette politique est un gaspillage d'argent public (respectivement 59 % et 60 %). En toute logique, ils sont 37 % et 38 % à se prononcer en faveur d'une diminution des partenariats, en raison des circonstances internationales, contre 33 % en Île-de-France.

L'écart est nettement plus important entre les petites communes rurales, dans lesquelles 41 % souhaitent une diminution des partenariats, et les grandes villes (au- dessus de 250 000 habitants) où ils ne sont que 28 % à partager cette opinion. On peut y voir l'expression d'un sentiment d'abandon des ruraux et des régions où les difficultés sociales sont les plus aiguës. Leurs habitants estiment sans doute qu'avant de soulager la misère qui existe en dehors des frontières hexagonales, il faudrait s'occuper des pauvres présents à l'intérieur du territoire français.

La proximité avec l'extrême droite

C'est dans les départements du Nord et de l'Est que l'extrême droite réalise ses meilleurs scores en France, ainsi que dans le Sud-Est. Pareillement, c'est dans ces régions que les résistances à la solidarité internationale sont les plus fortes. À l'inverse, en Bretagne et dans les Pays de la Loire, régions où le Rassemblement national (RN) accuse ses résultats électoraux les plus faibles, la politique de développement est mieux perçue.

L'opposition entre ces deux groupes de régions apparaît dans nombre des questions posées par le sondage. Par exemple, 37 % des sondés résidant dans le Nord et dans l'Est sont opposés au soutien des pays en développement et 66 % estiment que la France n'a plus les moyens de s'occuper des problèmes du monde, là où ceux qui habitent en Bretagne et dans les Pays de la Loire ne sont que 31 % et 56 % à soutenir cette idée.

Sur cette dernière question, le contraste est encore plus fort lorsque l'on affine l'analyse pour comparer les résultats des répondants selon qu'ils résident dans des communes rurales (68 %) ou dans des grandes villes (47 %). De fait, les scores de Marine Le Pen ou du RN aux dernières élections législatives sont plus de deux fois plus importants dans les petites communes rurales que dans les grandes villes.

C'est sur les questions portant sur le soutien à apporter à l'Ukraine que l'alignement sur les identités politiques des territoires est le plus perceptible dans les réponses des sondés. Les régions les plus favorables à une diminution du soutien sont ainsi dans l'ordre : les Hauts-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Grand Est. Pour les moins favorables à l'idée d'une diminution du soutien aux Ukrainiens, les Pays de la Loire et la Bretagne arrivent là aussi en tête. On retrouve le même classement sur la question de l'accompagnement à offrir à l'Ukraine après la guerre. Dans les deux cas, l'écart entre les réponses des communes rurales et celles des grandes villes est d'une dizaine de points.

L'immigration

On pourrait s'attendre à ce que la question de l'immigration guide d'une façon ou d'une autre le jugement porté sur la solidarité internationale : les adversaires de l'immigration peuvent s'opposer à voir la France aider les pays d'origine des migrants, mais ils sont également susceptibles, bien au contraire, de vouloir assurer leur développement pour que les flux migratoires cessent.

Une question du sondage permet de se faire une idée à ce sujet. Elle passe en revue onze « grands enjeux internationaux » en demandant aux enquêtés s'ils leur paraissent importants. Pour dix d'entre eux (guerres, économie, terrorisme, environnement, etc.), les avis sont unanimes : au moins 89 % jugent qu'ils sont importants et même au moins 95 % dans le cas du terrorisme, quelle que soit la région. Mais pour le onzième, l'enjeu migratoire, les scores passent tous

la barre des 90 %, et ce sans qu'un ordre des régions ne se profile. Le score est en outre le même dans les communes rurales et dans les grandes villes. La question migratoire et celle du développement des pays d'origine paraissent donc déconnectées dans l'esprit de nos concitoyens, et ce alors que les transferts de fonds des immigrés vers leur pays d'origine et le retour des migrants jouent un rôle important dans le développement économique des pays de départ.

Discordances

Certaines réponses sont inattendues. À la question de savoir si l'impact de la politique de développement aurait un effet sur les flux migratoires, la Bretagne et les Pays de la Loire, les deux régions dont les habitants apparaissent dans le sondage comme les plus favorables à la solidarité internationale, sont ici les territoires les plus sceptiques. Ils devancent même en la matière les régions les plus hostiles à cette solidarité que sont les Hauts-de-France, le Grand Est et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour compliquer l'affaire, l'écart est cependant important entre les communes rurales, où le score est de 48 %, et les grandes villes où il est de 65 %.

Une autre question demande quelle est la cause pour laquelle on serait le plus disposé à s'engager. Cette fois, pour la cause migratoire, les habitants des Hauts-de-France et de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont le plus mauvais score (7 % seulement), mais l'Île-de-France vient juste au-dessus (8 %). La Bretagne et les Pays de la Loire sont ici en tête. Comble de confusion, les communes rurales, où 10 % des enquêtés sont disposés à s'engager, devancent les grandes villes (7 %).

Une raison possible à cette curieuse indépendance de l'immigration et du développement tient peut-être à l'absence d'une idée claire sur ce que signifie la formule d'« aide au développement ». À la question initiale du sens de cette expression, seuls 35 % des répondants citent le financement, les autres réponses étant totalement hors sujet, ce qui expliquerait un apparent manque de cohérence des réponses collectées dans certaines régions.

Une première conclusion

Il existe une autre incertitude au sujet de l'immigration : l'opinion des sondés immigrés, qui représentent 11 % de la population. Il se peut que l'appréciation positive de la solidarité internationale exprimée par les enquêtés habitant en Île-de-France soit due à la forte proportion d'immigrés (20 %) et de descendants d'immigrés (à peu près le même pourcentage) qui se trouvent parmi eux. Ils seraient plus tentés de défendre leurs pays d'origine tandis qu'au contraire, dans les Hauts-de-France, où les immigrés ne sont que 5 %, cette position serait minoritaire. Autrement dit, la plupart des différences régionales semblent causées par des effets de composition, sociaux, politiques et migratoires.

La différence entre les ruraux et les habitants des grandes villes est la seule importante et stable, les premiers étant bien plus hostiles à la politique de développement que les seconds. L'une des raisons en est sans doute que les premiers considèrent les seconds comme faisant déjà un peu partie de l'étranger : les immigrés vivent surtout dans les grandes villes, et les cadres qui y sont nombreux voyagent beaucoup à l'étranger. En grossissant le trait, on pourrait supposer que les ruraux seraient les « *somewhere* », les « enracinés » de David Goodhart, tandis que les urbains des grandes cités incarneraient les « *anywhere* », les « mondialisés ». Les ruraux pensent peut-être qu'immigrés et anywhere ont fait alliance pour favoriser les pays d'origine des migrants au lieu de s'occuper des ruraux. Dans quelle mesure ces considérations générales sur l'attitude vis-à-vis de la politique de développement rejaillissent-elles sur celle vis-à-vis de l'Agence française de développement (AFD) ?

L'AFD

La dernière partie du sondage est plus spécifiquement dédiée à la perception de l'AFD par la population. Une première question porte sur la connaissance de l'Agence qu'ont les Français. 59 % des enquêtés ont

entendu parler de l'AFD, mais seulement 16 % savent précisément de quoi il s'agit. L'Île-de-France, les trois régions du Sud et la Bretagne sont les plus au courant (16 à 21 %), le Nord, l'Est, la Normandie et la Bourgogne, le moins (11 à 13 %). Cela concorde avec ce qui a été dit de l'attitude envers la politique de développement en général.

Les questions posées ensuite ne tiennent compte que des réponses des 59 % qui ont entendu parler de l'AFD. Au niveau régional, le tableau est encore plus confus que dans le cas général des paragraphes précédents : l'image favorable de l'AFD obtient les meilleurs scores aussi bien en Île-de-France (80 %) qu'en Bretagne (79 %) et dans les Hauts-de-France (78 %) alors que ces trois régions appartenaient à trois conceptions différentes de la politique de développement en général. L'AFD inspire le plus confiance en Provence-Alpes-Côte d'Azur (74 %), devant l'Île-de-France (73 %), les Hauts-de-France (71 %) la Bretagne (68 %), le Grand Est et les Pays de la Loire (67 %), soit un ordre différent du précédent. Les résultats sont aussi élevés, voisins les uns des autres et l'ordre des régions aussi variable pour les autres questions portant sur la confiance en l'AFD, son efficacité, sa transparence, celle dont « on est fier en tant que citoyen français ».

La seule constante, comme dans le cas général, concerne la différence entre l'appréciation des enquêtés des grandes villes, toujours 10 points au-dessus de celle des enquêtés ruraux, pour des raisons analogues à celles du cas général, vraisemblablement. Il est probable que les 59 % qui ont seulement entendu parler de l'AFD n'étaient pas compétents pour répondre à des questions précises sur son fonctionnement pour lequel seuls les 16 % qui connaissaient précisément l'Agence pouvaient donner un avis, mais alors l'échantillon serait devenu trop petit pour pouvoir être régionalisé (environ 1 600 réponses pour douze régions).

Les Français, Ibn Khaldûn et la solidarité internationale

_ Hakim El Karoui
Essayiste, entrepreneur social et directeur du cabinet de conseil Volentia

Hier consensuelle au sein de classe politique, la solidarité internationale est aujourd'hui contestée, notamment à droite et surtout à l'extrême droite de l'échiquier politique. La politique de développement vis-à-vis de l'Algérie est pointée du doigt, par exemple, quitte à négliger le fait que le changement climatique est un problème global et que l'Algérie n'est pas aidée en tant que telle puisque « l'aide française » se limite à l'octroi de bourses pour des étudiants algériens. L'argument final est toujours le même, il n'a pas varié depuis des décennies : « la Corrèze plutôt que le Zambèze », aider les Français avant d'aider les étrangers et tant pis si l'on oublie que l'inventeur du slogan (Jean Moutalat, député SFIO à la suite du journaliste Raymond Cartier) voulait remettre en cause le coût de la colonisation.

Alors, qu'en pensent les Français ? La dynamique actuelle inviterait à penser qu'ils ont un regard sévère sur la politique de développement. L'étude Toluna-Harris Interactive réalisée en avril 2025 permet de dresser un tableau fin et nuancé de la manière dont ils la perçoivent. Si le soutien de principe demeure majoritaire, cette adhésion recouvre des postures hétérogènes, marquées par des degrés variables de connaissance, des attentes différenciées selon les générations et les catégories sociales et des rapports ambivalents à l'engagement international de la France.

Pourtant, l'enseignement principal de l'étude, c'est que les Français soutiennent l'existence de la politique de développement. Et qu'ils la voient comme un investissement stratégique, davantage que comme un devoir moral ou humanitaire, même si la nature et les mécanismes de la solidarité internationale sont peu connus, ce qui n'est pas étonnant. On observe aussi une forte demande de résultats tangibles et mesurables dans le temps long, signe d'une volonté de rationalisation croissante des politiques de solidarité internationale. La logique morale et universaliste qui dominait historiquement cède ainsi progressivement la place à une approche davantage orientée vers la gestion des grands déséquilibres globaux.

Comment interpréter alors ce soutien massif des Français à cette politique et les hésitations politiques à prolonger l'effort engagé depuis 2017 ? Ibn Khaldûn, le grand intellectuel arabe, nous aidera à comprendre.

Des Français qui sont de surprenants soutiens à la solidarité internationale

Une politique publique mal connue, mais fortement soutenue

Le premier constat de l'enquête, c'est la méconnaissance persistante de la politique de développement dans la population française, ce qui n'est pas très étonnant compte tenu du peu d'écho de cette politique dans les médias. Près de six Français sur dix se déclarent mal informés sur la politique française de partenariats internationaux. Le manque d'information est plus marqué chez les femmes et les personnes de plus de 50 ans, et seule une minorité est en mesure de définir correctement ce qu'est cette politique. La confusion avec des dispositifs humanitaires d'urgence, des dons caritatifs ou des

interventions ponctuelles est d'ailleurs importante. Ce déficit de compréhension est encore plus accentué chez les jeunes de 16 à 24 ans, chez qui le taux de confusion atteint 70 %. Le lexique même de l'aide publique au développement (APD) apparaît décalé aux yeux des Français, qui lui préfèrent spontanément des expressions jugées plus modernes et valorisantes, telles que « solidarité internationale », « partenariat pour le développement » ou « investissement solidaire et durable ».

Une vision stratégique des enjeux

L'intérêt pour les pays en développement est profond. 65 % des Français déclarent se sentir personnellement concernés par la situation de ces pays, une sensibilité plus forte chez les jeunes et dans certaines régions comme l'Île-de-France ou La Réunion. Et cet intérêt n'est pas que théorique : plus de 70 % des sondés estiment que les évolutions dans les pays du Sud auront des répercussions directes sur leur vie dans les dix à quinze ans à venir, mais avec une tonalité souvent anxieuse, alimentée par des craintes liées aux migrations, aux instabilités sécuritaires ou aux tensions économiques globales.

Le soutien de principe à l'engagement de la France en faveur des pays en développement reste majoritaire, mais s'érode légèrement. En 2025, 66 % des Français s'y déclarent favorables, contre 72 % en 2021 et 79 % en 2019.

L'analyse détaillée des sous-populations confirme la persistance de clivages générationnels, sociaux et de genre dans le soutien à la politique de développement. Les hommes apparaissent légèrement plus favorables que les femmes, avec respectivement 68 % et 65 % d'opinions favorables. L'effet de l'âge est particulièrement marqué : le soutien atteint son maximum chez les 16-24 ans avec 82 % d'avis favorables, et reste élevé chez les 25-34 ans (74 %), avant de diminuer progressivement à mesure que l'on monte en âge : 66 % chez les 35-49 ans, puis 60 % chez les 50-64 ans et les 65 ans et plus. On observe donc une érosion sensible du soutien parmi les générations les plus âgées. Plusieurs régions (Bourgogne-Franche-Comté, PACA, Grand Est et Centre-Val de Loire) se distinguent par des taux de soutien plus faibles. Sur le plan des catégories socioprofessionnelles, le même type de différenciation apparaît : les actifs des PCS+ (cadres, professions intellectuelles supérieures) manifestent un soutien de 72 %, supérieur à celui des PCS- (employés, ouvriers) à 66 %, et encore davantage par rapport aux inactifs (63 %). Ces écarts soulignent que l'adhésion à la politique de développement demeure corrélée à la jeunesse, au niveau socioprofessionnel et probablement au degré d'exposition à l'internationalisation des enjeux, des clivages qui recoupent les clivages politiques : les moins favorables à la solidarité internationale ressemblent sans surprise aux sympathisants du Rassemblement national (RN).

Des priorités thématiques très raisonnées

Pourtant, le registre de justification du soutien à la solidarité internationale s'est sensiblement déplacé. Une majorité désormais claire de Français considère cette politique avant tout comme un investissement stratégique à long terme. En 2025, 57 % des répondants sont d'accord avec cette idée. Seuls 21 % continuent de la voir comme une obligation morale, tandis que 22 % dénoncent un gaspillage des deniers publics. Cette évolution traduit une contractualisation croissante du rapport à la solidarité internationale : le soutien est accordé, mais sous réserve de résultats concrets et mesurables, qu'il s'agisse de bénéfices pour la France, de stabilisation des équilibres mondiaux, de santé publique ou de lutte contre le changement climatique.

Interrogés sur les priorités que devrait porter à l'avenir la politique publique de partenariats internationaux de la France, les Français expriment des attentes fortement hiérarchisées. En premier lieu, un tiers des répondants (33 %) placent la contribution à la stabilité et à la paix dans le monde au sommet des priorités. Cette attente est encore plus marquée chez les plus de 65 ans, où elle atteint 41 %, traduisant une sensibilité accrue des seniors aux enjeux sécuritaires et géopolitiques. En deuxième position vient la lutte contre le dérèglement climatique, combinée à la protection de la biodiversité et des océans, citée par 22 % des sondés. Derrière ces deux priorités dominantes, les autres motifs recueillent des niveaux de

soutien sensiblement plus faibles : 16 % des Français privilégient le renforcement du rôle international de la France, 15 % mettent en avant la lutte contre les inégalités dans le monde – un enjeu néanmoins plus saillant chez les jeunes de 16 à 34 ans (20 %) – et seulement 14 % estiment que l'accès aux marchés internationaux pour les entreprises françaises doit constituer une priorité de la politique internationale de développement. Ce paysage confirme que les Français attendent de la politique de développement qu'elle contribue d'abord à des objectifs d'ordre global – paix, climat, stabilité – avant toute autre considération économique ou de positionnement national.

L'enquête révèle un équilibre désormais très fin dans les arbitrages que font les Français entre la lutte contre les inégalités et la protection de l'environnement, deux thématiques longtemps perçues comme distinctes, mais de plus en plus pensées de manière articulée. En 2025, 45 % des sondés considèrent que ces deux combats sont indissociables, une position particulièrement partagée par les femmes (48 %) et les personnes de plus de 65 ans (56 %). Lorsqu'un arbitrage est explicitement demandé, 28 % estiment désormais que la lutte contre les inégalités doit être prioritaire, tandis que 27 % privilégient la protection de l'environnement. Pour la première fois depuis 2021, la priorité aux inégalités repasse ainsi légèrement devant celle donnée à l'environnement. Cette évolution est surtout visible chez les jeunes adultes : 34 % des 16-34 ans privilégient la lutte contre les inégalités et 33 % des 25-34 ans donnent la priorité à la protection environnementale. Sur quatre ans, les courbes d'évolution des priorités montrent un glissement progressif, mais significatif : en 2021, la protection de l'environnement était prioritaire pour 30 %, contre 26 % pour les inégalités ; en 2025, ces proportions s'inversent très légèrement au bénéfice des enjeux sociaux. Ce croisement traduit une montée progressive de la conscience sociale dans l'opinion publique française, y compris lorsqu'il s'agit des orientations de la politique internationale.

Les questions migratoires – c'est important – ou l'impact économique direct sur la France sont, en revanche, perçus comme beaucoup moins prioritaires. Sur le plan géographique, l'Afrique centrale et de l'Ouest reste la zone privilégiée d'intervention, citée par 52 % des sondés. Les jeunes privilégient massivement l'Afrique subsaharienne, tandis que les plus de 65 ans expriment davantage de soutien en faveur des pays candidats à l'élargissement européen. Deux tiers des Français estiment que le gel du budget de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), opéré sous l'administration Trump, aura des conséquences sanitaires graves pour les pays pauvres.

Un souci d'efficacité

Le modèle de financement et d'intervention reste, dans l'esprit du public, dominé par l'État. L'immense majorité des Français identifie l'État comme le principal financeur légitime de la solidarité internationale, loin devant les ONG, les collectivités locales ou les entreprises privées.

L'enquête confirme, par ailleurs, la préférence nette des Français pour le passage à l'échelle européenne pour la politique de développement. Lorsqu'on interroge les sondés sur l'échelle d'action jugée la plus légitime pour participer à la résolution des problèmes mondiaux, seuls 39 % considèrent que la France doit continuer à s'impliquer directement ; à l'inverse, 61 % estiment que la France n'a plus aujourd'hui les moyens d'assumer seule un tel rôle. Cette préférence pour une mutualisation européenne est encore plus nette lorsque l'Union européenne est explicitement évoquée : 56 % des Français jugent que l'Union conserve la capacité de s'engager dans la résolution des problèmes du monde, contre 44 % qui estiment qu'elle ne dispose plus non plus de ces moyens. L'écart entre les niveaux de confiance accordés à la France et à l'Union européenne est particulièrement significatif chez les jeunes (72 % des 16-24 ans privilégient l'échelle européenne), ainsi que parmi les CSP+ (61 %). On observe ainsi une claire structuration d'une attente de « projection par l'Europe » plutôt que par la France seule, qui traverse désormais l'ensemble des catégories sociales et générationnelles.

Enfin, lorsqu'il s'agit d'évaluer l'efficacité opérationnelle des différents acteurs, l'opinion accorde un net avantage aux organisations multilatérales telles que l'ONU, la Banque mondiale ou l'Union européenne, suivies par les ONG. L'État français et ses agences arrivent en retrait dans cette hiérarchie d'efficacité perçue.

Enfin, l'enquête confirme la montée continue de la notoriété et de la bonne image de l'Agence française de développement (AFD). En 2025, 61 % des Français déclarent avoir entendu parler de l'AFD, contre 46 % en 2021 et 54 % en 2024. Parmi ceux qui la connaissent, 78 % en ont une opinion favorable, et 66 % identifient correctement sa nature d'agence publique. Ses missions, centrées sur le développement durable, la lutte contre les inégalités et la protection de l'environnement, sont bien perçues, même si la question de la transparence reste encore identifiée comme un axe d'amélioration. L'AFD apparaît désormais comme l'institution qui incarne le plus clairement le repositionnement stratégique et pragmatique de la solidarité internationale dans l'opinion française.

L'appréciation de l'efficacité de l'APD s'est sensiblement améliorée au fil des années. En 2025, 47 % des Français jugent que l'action de la France est efficace, contre seulement 33 % en 2021. Ce progrès de 14 points en quatre ans témoigne des effets des efforts de pédagogie et de communication déployés, même si une majorité relative reste encore sceptique. Par ailleurs, une majorité de Français admet que l'évaluation des résultats de la politique de développement ne peut se faire qu'à moyen ou long terme : 59 % estiment qu'un délai de cinq ans au moins est nécessaire pour juger de l'efficacité des politiques mises en œuvre.

Conclusion : deux interprétations contradictoires

La solidarité internationale conserve un socle de soutien robuste dans l'opinion française, mais ce soutien repose désormais sur des fondements transformés. Loin de l'universalisme généreux d'autrefois, le soutien à la politique de développement s'est progressivement réarticulé autour d'une logique de gestion des grands risques collectifs mondiaux. La santé, le climat, la sécurité et le rayonnement géopolitique constituent désormais les axes structurants de légitimation de la politique de partenariats internationaux.

Le repli sur soi

Cependant, l'adhésion au principe de la politique de développement baisse (de 79 % favorables en 2010 à 66 % en 2025), ainsi que l'idée que la France a les moyens, seule, de « participer à la résolution des problèmes du monde ». Comment l'analyser ?

Depuis la crise financière de 2008, puis la pandémie de 2020 et les crises géopolitiques récentes (Ukraine, inflation, tensions sino-américaines), les opinions publiques occidentales traversent une forme de désillusion progressive vis-à-vis des promesses de la mondialisation. L'idée d'une « interdépendance heureuse » s'efface derrière la perception d'un monde devenu plus menaçant, incertain et souvent perçu comme hostile aux intérêts nationaux. Dans ce climat, l'action internationale non directement corrélée aux intérêts immédiats du pays est de plus en plus questionnée. La montée des inégalités internes, le sentiment de déclassement des classes moyennes et populaires, les tensions migratoires, les crises identitaires, les enjeux de pouvoir d'achat récurrents contribuent à recentrer les attentes de l'opinion sur les enjeux domestiques. Le réflexe de priorité nationale (« priorité au social, au logement, à la santé ici ») devient politiquement plus audible. Enfin, l'accumulation des déficits publics et l'inquiétude croissante vis-à-vis de la dette publique rendent plus sensibles les arbitrages de dépenses. La solidarité internationale, même modeste en valeur absolue, est perçue par une partie de l'opinion comme une dépense non prioritaire dans un contexte de finances publiques contraintes.

La politique de développement reste, par ailleurs, assez mal identifiée, pas toujours bien comprise et parfois soupçonnée d'opacité, voire d'inefficacité. Cette méconnaissance peut alimenter un doute latent sur la valeur réelle de ces engagements internationaux, parfois vus comme relevant davantage des élites diplomatiques ou technocratiques que d'un projet collectif partagé. C'est en tout cas le discours que tient l'extrême droite sur le sujet.

Une interprétation khaldûnienne : la politique de développement comme fabricant de la conscience collective

Reste que le soutien à la solidarité internationale reste fort. Faisons ici une hypothèse : les Français ne sont pas tous gagnés par les discours valorisant le repli sur soi et la peur de l'autre non seulement parce qu'ils sont attachés à certaines valeurs universelles, mais aussi parce qu'ils ne doutent pas tant que cela d'eux-mêmes.

Ibn Khaldûn a, dans sa théorie des cycles politiques et dynastiques, proposé une lecture profondément structurelle de l'évolution des sociétés organisées : les États naissent, se développent, atteignent un apogée de prospérité puis déclinent par perte progressive de la cohésion sociale (*'asabiyya*), de la discipline collective et de la capacité de projection. La cohésion sociale qui s'incarne dans la capacité à être solidaire pour aider les autres et la capacité de projection sont au cœur de la politique de développement. Tentons une interprétation dans la ligne d'Ibn Khaldûn du sujet.

L'expansion impériale initiale repose toujours, chez Ibn Khaldûn, sur une forte cohésion d'élite et un projet collectif fédérateur. À mesure que la prospérité et la paix intérieure progressent, cette cohésion diminue. Les sédentaires deviennent préoccupés par leurs intérêts particuliers immédiats, tandis que la capacité de sacrifice collectif – qui sous-tend historiquement les engagements extérieurs – s'érode peu à peu.

Dans la phase de maturité impériale, l'État doit répondre à des clientèles sociales de plus en plus exigeantes, avides de redistribution et de protection. Toute dépense extérieure (y compris la solidarité internationale) apparaît dès lors comme un prélèvement inacceptable sur des ressources que des groupes sociaux en difficulté estiment leur revenir légitimement. L'idée de « priorité à la Corrèze plutôt qu'au Zambèze » est l'expression contemporaine de cette contraction du périmètre de solidarité. L'accumulation des dépenses de l'État (prestations sociales, sécurité, retraites, santé) conduit à l'hypertrophie bureaucratique décrite par Ibn Khaldûn dans les derniers stades des dynasties. Cette lourdeur institutionnelle rend l'État plus frileux et plus contesté sur toute politique extérieure coûteuse, surtout lorsque l'économie intérieure ralentit et que la croissance fiscale plafonne. La dynamique khaldûnienne insiste sur le désarmement psychologique des sociétés pacifiées : ayant longtemps vécu protégées et éloignées des violences du monde, les populations sédentaires perdent peu à peu le sens de l'effort collectif extérieur.

Si l'on suit la théorie khaldûnienne, les Français devraient se détourner massivement de la politique de développement qui est un cas typique de prélèvement sur des ressources rares, dans un contexte de pacification prolongée et de désarmement à la fois militaire et moral. Ce n'est pourtant pas le cas. Deux hypothèses sont possibles.

La première, c'est que la France n'a pas atteint le stade de la désagrégation sociale qu'il identifie dans le cycle de vie des puissances. Dans la vision cyclique d'Ibn Khaldûn, le désintérêt progressif pour l'action extérieure, y compris sous forme de solidarité, est un des marqueurs précurseurs du déclin des puissances établies. Lorsque l'effort de projection faiblit, la capacité d'influence et de rayonnement global décline elle aussi, ouvrant la voie à de nouveaux entrants plus dynamiques, disposant encore d'une forte *'asabiyya* collective. Le soutien à la solidarité internationale démontre que la France n'a pas encore atteint ou a dépassé ce stade de désagrégation collective.

C'est là que la deuxième hypothèse intervient : les Français résistent à cette désagrégation parce qu'ils perçoivent les risques qui viennent du monde. Ainsi, suivant cette hypothèse, la politique de développement qui n'est autre que la projection de la conscience collective française vers l'extérieur est un outil stratégique dans la construction de la cohésion nationale.

Entre les deux interprétations, le lecteur comprendra que je préfère la seconde !

Pour aller plus loin

Quatre notes à retrouver sur le site de la Fondation Jean-Jaurès :

Les Français et la solidarité internationale : une lecture politique

_ Antoine Bristielle

Suite à la fermeture par Donald Trump de l'Agence américaine du développement international (USAID), une eurodéputée Reconquête avait déclaré que la France ferait bien de s'inspirer de la mesure prise par le président américain, fustigeant l'Agence française de développement (AFD) qui prendrait « de l'argent dans la poche des Français », pour « l'envoyer au monde entier ». Antoine Bristielle, docteur en science politique et directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès, a souhaité montrer que les Français ont une approche du sujet plus fine que celle de cette élue.

Un regard ultramarin sur la solidarité internationale, entre adhésion, mémoire coloniale et revendications sociales

_ Jeanne Belanyi

Dans un contexte de recomposition géopolitique et du recul de l'influence française, notamment en Afrique, l'Agence française de développement (AFD) et la Fondation Jean-Jaurès ont commandité une enquête d'opinion sur la perception des partenaires internationaux de la France. Cette enquête intègre un échantillon de Réunionnais, offrant un éclairage inédit depuis un territoire à la fois bénéficiaire et acteur de la solidarité internationale. Dans cette note, Jeanne Belanyi, directrice de l'Observatoire des Outre-mer, analyse ce regard ultramarin, à la croisée de l'adhésion, de la mémoire coloniale et des revendications sociales.

Les Français et la solidarité internationale : un regard européen

_ Théo Verdier

Les Français, à une très large majorité, soutiennent la politique de solidarité internationale de leur pays. Dans un contexte international marqué par les replis nationalistes, cette position fait-elle d'eux une exception ? Théo Verdier, codirecteur de l'Observatoire Europe de la Fondation Jean-Jaurès, propose dans cette note une étude comparative avec les positions exprimées sur le sujet chez nos voisins européens.

Les Français et les acteurs de la solidarité internationale

_ Fondation Jean-Jaurès

Si les Français soutiennent largement le principe de la solidarité internationale, que savent-ils précisément sur les acteurs qui l'incarnent, que connaissent-ils de leurs actions et quel regard portent-ils sur eux ? Au travers de cette enquête exceptionnelle, la Fondation Jean-Jaurès propose une analyse de l'image des organisations qui font vivre au quotidien notre politique de développement, et qui gagnent à être connues.

Table des matières

01 Avant-propos
_Rémy Rioux

03 Concernés et inquiets : les Français face aux enjeux internationaux
_Gilles Finchelstein
03 Le rapport à l'international
06 La sensibilité aux questions de développement

09 Les Français et la solidarité internationale : un regard géographique
_Hervé Le Bras
09 Différences sociales : l'Île-de-France
10 Le poids de la pauvreté
10 La proximité avec l'extrême droite
10 L'immigration
11 Discordances
11 Une première conclusion
11 L'AFD

13 Les Français, Ibn Khaldûn et la solidarité internationale
_Hakim El Karoui
13 Des Français qui sont de surprenants soutiens à la politique de développement
16 Conclusion : deux interprétations contradictoires

18 Pour aller plus loin

Reconnue d'utilité publique dès sa création, la Fondation Jean-Jaurès est la première des fondations politiques françaises. Elle est présidée par **Jean-Marc Ayrault**.

Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis plus de trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation.

La collection des « Rapports », dirigée par **Laurent Cohen** et **Jérémie Peltier**, répond à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous.

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
JUIN 2025

Derniers rapports et études :

06_2025 : La France à table, 2e édition. Tensions et mutations autour de notre rapport à l'alimentation
Agnès Crozet, Guénaëlle Gault

06_2025 : Métropoles et grandes villes en 2045. Quatre concepts pour réinventer la ville
Dylan Buffinton

05_2025 : 2005-2025 : les vingt années qui ont transformé l'Europe. La méthode de l'Union face aux crises
Renaud Bellais, Brando Benifei, Amandine Clavaud, Sylvain Kahn, Chloé Mikolajczak, Laeticia Thissen, Théo Verdier

04_2025 : Du local à l'international. Les outre-mer face aux défis économiques, sociaux et environnementaux
Sylvine Aupetit, Jean-Marc Ayrault, Jeanne Belanyi, Jimmy Bonmalais, Patrick Chamoiseau, Fred Constant, Carine David, François Hermet, Jean-François Hoarau, Kamala Tacoun

04_2025 : Puissance publique. Construisons un projet pour le XXIe siècle
Émilie Agnoux

04_2025 : « La RSE, ça dégage ? » Histoire et avenir de l'engagement des entreprises
Denis Maillard

03_2025 : L'école de la République à l'épreuve de la montée de l'antisémitisme
Valérie Boussard, Deborah Elalouf, François Kraus, Iannis Roder

03_2025 : Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo. Voisins cupides, groupés armés et prédation minière
Pierre Jacquemot

02_2025 : « Micro-comptoirs ». Enquête sociologique sur la France des PMU
Mirabelle Barbier, Jérôme Fourquet, Gaspard Jaboulay, Jérémie Peltier, avant-propos d'Emmanuelle Malecaze-Doublet

fondationjeanjaures
@j_jaures
fondation-jean-jaures
www.youtube.com/c/FondationJeanJaures
fondationjeanjaures
fondationjeanjaures
fondationjjaures.bsky.social
bit.ly/4g6UANC

Abonnez-vous !

www.jean-jaures.org

Fondation Jean Jaurès ÉDITIONS